

# LE COURRIER

L'engouement des communautés étrangères pour «Vivre et voter ici»

MERCREDI, 3 AOÛT, 2011

Arnaud Crevoisier

**VOTATIONS** • Majoritaires au sein du comité d'initiative, les représentants des associations communautaires peinent cependant à relayer les revendications formulées par leur base.

Après le droit de vote et d'éligibilité des étrangers au niveau communal, introduit en 2003, un pas supplémentaire pourrait être franchi le 4 septembre. L'initiative «Vivre et voter ici» veut faire du canton de Vaud le premier à accorder ces mêmes droits à l'échelon cantonal, pour les personnes établies en Suisse depuis au moins 10 ans (dont trois dans le canton).

Soutenue par un arc politique allant de la gauche de la gauche au PDC, l'initiative l'est aussi par un grand nombre de communautés d'expatriés. Plusieurs organisations faitières, comme le Forum des étrangères et étrangers de Lausanne (FEEL) et sa cinquantaine d'associations membres, se sont investies dès le départ dans la récolte de signatures, puis au sein du comité d'initiative. «A nos séances, nous avons plus de personnes des communautés étrangères que de politiciens», relève Raphaël Mahaim, coprésident du comité, soulignant l'implication toute particulière des Colonies libres italiennes et des communautés hispanophones (espagnole et sud-américaine).

**Engouement crescendo**

Aux yeux du député écologiste, l'engouement au sein des associations est allé crescendo. «Au début, lorsqu'on a récolté les signatures, c'étaient les mêmes équipes de dix ou quinze personnes qui travaillaient. Maintenant, on a beaucoup plus de monde.» Les manifestations multiculturelles et autres événements ponctuels qui ont jalonné les différentes étapes de «Vivre et voter ici» ont aussi suscité une large mobilisation, se félicite Raphaël Mahaim, en pleine préparation de la fête de lancement de campagne prévue le 12 août.

Mais aussi volontaire que soit leur engagement dans la campagne, le fonctionnement des organisations n'est pas, et pour cause, celui des machines de guerre que sont les partis et les syndicats. Raphaël Mahaim pointe notamment le manque de communication en interne. «J'ai pu constater que ces communautés sont assez peu structurées. Pour elles, il est difficile de relayer une demande de la base ou de faire redescendre l'information auprès de leurs membres. Il y a souvent un petit comité qui représente une énorme base mais qui n'a que peu de contacts avec elle.»

**Situation «délicate»**

L'élue de Morges s'est aussi heurté à des résistances individuelles plutôt inattendues. Il cite l'exemple des personnes sollicitées pour témoigner dans le cadre de la campagne. «On a eu beaucoup de réponses négatives de personnes qui soutenaient la démarche, mais qui ne souhaitaient pas, par exemple, figurer sur un tract. Elles nous disaient qu'elles ne voulaient

pas donner l'impression de revendiquer partout des droits ou de s'engager pour des motifs «égoïstes». On réalise alors à quel point les étrangers sont pudiques dans leurs demandes. Je pense que le climat hostile envers les communautés étrangères, en grande partie instillé par l'UDC ces dernières années, y est pour quelque chose.»

Avec des moyens modestes, le comité d'initiative mise sur la présence accrue de ses troupes sur le terrain. Dans la dernière ligne droite, le FEEL envisage en parallèle quelques actions symboliques, dont les contours doivent encore être arrêtés.

«Le problème sera de mobiliser dans un laps de temps aussi court. C'est un de nos soucis», confie Tidiane Diouwara, son président. «On espère aller vers une mobilisation massive, mais la campagne est difficile, avec le «trou» de l'été. En plus, avec les élections fédérales, les partis sont assez occupés. On est effectivement dans une situation un peu délicate», convient également Raphaël Mahaim.